

ÉCOLE DE GUERRE



PROMOTION *VERDUN*

2015 - 2016

1979 dans le monde : une année de rupture ?

Médecin en chef Julien Viant

Sous la direction de

Morgan Lemesle

Professeur agrégé de philosophie

Résumé

1979 est une année exceptionnelle en termes d'événements géopolitiques majeurs. Elle ne correspond pas seulement à une période charnière qui témoigne de l'articulation d'événements entre eux sur un fond de continuité mais à un moment de plusieurs ruptures historiques. Et les conséquences de ces dernières se font encore sentir aujourd'hui.

Ainsi, avant 1979, l'histoire est marquée par une situation d'après seconde guerre mondiale centrée sur le conflit entre les sociétés dites sociale-démocrates et les régimes communistes.

Or la bascule qui s'opère cette année-là, sur un fond saturé d'événements considérables, peut être illustrée par ce qui se passe dans cinq régions du globe bien distinctes :

- le rejet iranien massif à toute mode de vie occidentale, incarné par le « *Grand Satan américain* », fait arriver brutalement un confessionnalisme islamique chiite à la tête du pays ;
- la crainte de son extension à l'Afghanistan, couplé d'un soutien américain aux opposants du régime communiste en place, oblige l'URSS à y intervenir, précipitant son démantèlement ;
- la révolution néo-libérale occidentale s'affirme dans l'Angleterre devenue thatchérienne, diffusant avec une vigueur évangélique ses préceptes économiques décomplexés au monde ;
- la déliquescence de l'alliance anti israélienne des états arabes survient par la reconnaissance égyptienne de la jeune nation, renforçant définitivement son existence, mais pas seulement ;
- et l'extraordinaire avènement de la puissance chinoise actuelle prend son origine dans les réformes libéralisatrices d'inspiration capitaliste initiées par Deng Xiaoping en 1979.

La remise en perspective de tous ces événements majeurs permet d'oser, *a posteriori*, une explication et une compréhension de la très grande partie de l'actualité de notre monde moderne. Ainsi, les répercussions de leur conjonction, au cours de cette année exceptionnelle, est clairement à l'origine d'une rupture géopolitique historique. La bascule unique d'un monde bipolarisé, entre social-démocraties et sociétés communistes autoritaires s'affrontant pendant la guerre froide, vers un monde fracturé entre deux modèles sociétaux divergents, du néo-libéralisme, régulé par une économie de marché progressiste, au confessionnalisme fondamentaliste, essentiellement islamique, fonctionnant autoritairement et tourné vers le passé, s'opposant de plus en plus frontalement.

Notre actualité moderne, pour ce qui est de sa préhistoire récente, commence donc bien l'année 1979, témoin de multiples ruptures historiques aux conséquences mondialisées.

Summary

1979 is an exceptional year in terms of major political events. It not only represents a turning reflecting the joint events together on a background of continuity but at a time of several historical ruptures. And the consequences of past are still felt today.

Thus, before 1979, history is marked by a situation after World War II centered on the conflict between the so-called social democratic societies and communist regimes.

Or flop that takes place this year, on a saturated background of significant events, can be illustrated by what happens in five regions of distinct globe:

- The massive Iranian rejection to any Western lifestyle, embodied by the "*Great American Satan*" brutally reaches a Shiite Islamic community at the head of the country;
- The fear of its expansion to Afghanistan, coupled with US support to opponents of the communist regime, force the USSR to intervene, precipitating its demolition;
- Western neo-liberal revolution is affirmed in a Thatcherite England, spreading after to the entire world its uninhibited economic precepts with an evangelical force;
- The decline of the Arab states anti-Israel alliance occurs by Egyptian recognition of the new nation, definitely strengthening its existence, but not only;
- And the extraordinary advent of the current Chinese power has its origin in the capitalist inspired reforms initiated by Deng Xiaoping based on a market liberalization in 1979.

Calling into perspective all these major events allows to dare a posteriori explanation and understanding of the very large part of what is going on nowadays. Thus, the impact of their conjunction, during this exceptional year, is clearly causing a historic geopolitical disruption. The unique flip of a bipolarised world, between social democracies and authoritarian communist societies confronting during the Cold War, to a world fractured between two divergent society models: neo-liberal societies regulated by a progressive market economy, opposing more frontally with religious fundamentalist societies, mostly Islamic, turned towards the past and working authoritatively.

Regarding its recent prehistory, our modern actuality really begins the year 1979, witness of many historical ruptures, which definitively have globalized consequences.

1979 dans le monde :
une année de rupture ?



Table des matières

Introduction.....	1
1. Un régime chiite radical prend le pouvoir en Iran	4
A. L’Iran à l’approche de l’année 1979.....	4
B. La révolution iranienne et la république islamique	4
C. Les conséquences de la révolution iranienne	6
2. L’invasion de l’URSS en Afghanistan signe « le début de sa fin ».....	6
A. En 1979, l’URSS s’inquiète de l’évolution politique sur son flanc sud.....	6
B. L’engagement russe en Afghanistan	7
C. Effondrement du bloc soviétique, fin de la guerre froide et expansion du wahhabisme.....	8
3. Fin du nassérisme et consolidation politique d’Israël	13
A. Israël à l’approche de l’année 1979.....	9
B. Le traité de paix israélo-égyptien	14
C. Les deux conséquences du traité de paix sur les plans politique et économique.....	14
4. Les enjeux de la révolution libérale thatchérienne.....	151
A. La Grande Bretagne en 1979.....	15
B. La prise de pouvoir par Margaret Thatcher et ses conséquences en Angleterre.....	16
C. L’expansion néo-libérale en Angleterre et dans le reste du monde.....	17
5. L’avènement mondial de la Chine	17
A. La Chine en 1979	17
B. Les « <i>Quatre Modernisations</i> ».....	18
C. Evolution de la Chine comme puissance économique de tout premier plan mondial	15
Conclusion	16
Références bibliographiques.....	18
Annexes	24
Annexe 1 : Entretien du philosophe allemand Peter Sloterdijk avec Antoine De Baecque, dans le journal Libération, le 5 août 2006 – Extraits	25
Annexe 2 : La dissuasion nucléaire au XXIème siècle. Comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique ? Thérèse Delpech. 2013 – Extraits.....	26
Annexe 3 : Frise chronologique remettant en perspective les 5 événements présentés au travers de tous ceux survenus au cours de l’année 1979	27
Annexe 4 : L’avènement de la Chine comme puissance économique de tout 1 ^{er} plan mondial grâce à la mise en œuvre des « <i>Quatre Modernisations</i> »	29

1979 dans le monde : une année de rupture ?

Introduction

Etudier le passé pour comprendre le présent et préparer l'avenir, tel est l'un des buts de l'historien. Raymond Aron nous rappelle également combien comprendre la portée d'un événement historique n'est possible que lorsque celui-ci a épuisé toutes ses conséquences. C'est particulièrement vrai pour les événements de rupture qui rendent obsolète ce qui se passait avant leur survenue. Ils témoignent alors de moments où l'évolution d'une société touche à ses limites en atteignant un point d'acmé clairement identifiable. Cependant, certaines ruptures n'apparaissent pas immédiatement et ne sont comprises que de nombreuses années plus tard. C'est seulement rétrospectivement que leur sens profond se fait jour.

Concernant notre histoire récente, l'année 1979 dans le monde pourrait-elle comporter de telles caractéristiques ? Que s'y serait-il donc passé au point de poser une telle question ? Y aurait-il eu, après cette année, matière à des évolutions marquant de vraies ruptures historiques ?

Avant d'aller plus loin, posons la question préalable suivante : comment définir une rupture dans l'histoire ? L'étude du sujet impose d'appréhender la portée d'un tel terme en l'opposant d'emblée à celui de « *période charnière* ». Ainsi la charnière témoignerait plutôt d'une période de transition sur un fond de continuité entre événements passés, présents et futurs. La rupture concernerait plutôt un point de bascule rendant caduque ce qui a précédé par rapport à ce qui est en train d'advenir.

Illustrons cette différence de deux exemples probants. En France, l'année 1789 est une période de rupture dans l'histoire. La survenue de la révolution française a provoqué un tel séisme que l'évolution du monde, immédiatement perçue par ses contemporains, ne sera plus jamais la même après qu'avant. Par contre, en 1830, la passation de pouvoir, certes douloureuse et à l'origine de changements dans la façon de gouverner entre les rois Charles X et Louis Philippe, après les « *Trois glorieuses* », correspond à une période charnière de l'histoire de France, sans qu'elle n'est pour autant créée de discontinuité.

Alors, l'année 1979 renvoie-t-elle à une notion de rupture définitive, entre ce qui se déroulait avant et ce qui arrive après, où n'est-elle pas simplement une période charnière dans notre histoire contemporaine ? L'étude d'un tel sujet peut-il aussi revêtir un intérêt particulier pour la compréhension de notre actualité ?

La première approche superficielle de cette question pourrait spontanément nous inciter à répondre par la négative. En effet, de nos jours, peu de références à cette période, pourtant récente, sont faites dans les médias ou dans les analyses géopolitiques vulgarisées. Si cette impression est évidemment subjective, elle tend à démontrer sommairement combien, dans la culture dite « populaire », l'année 1979 ne semble pas être associée à la bascule d'un monde en proie à la guerre froide à celui de notre actualité moderne.

De plus, la fin des années 70 paraît, au premier abord, une période terne, sans que ne soient omis les chocs pétroliers et une certaine fin, en France, des « Trente Glorieuses ». Dans notre culture politique occidentale, les dirigeants de cette époque semblent aussi manquer de charisme : pour ne citer qu'eux, aux Etats-Unis, Jimmy Carter a peu marqué l'histoire par rapport à son successeur Ronald Reagan, tout comme la présidence de Valéry Giscard d'Estaing entre celles d'un De Gaulle et d'un Mitterrand, etc. L'année 1979 n'attire donc, *a priori*, pas une attention majeure. Et pourtant...

Déjà, en 2006, dans le journal Libération, le philosophe allemand Peter Sloterdijk (un extrait de son interview est repris en annexe 1), parlant de la France dans son environnement, a perçu l'importance de cette année particulière : « *Je pense que ... 1979 ... est l'année clé où le monde bascule ... Trois événements sont concomitants : le retour de Khomeiny en Iran, ... l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, ... et l'invasion de l'Afghanistan par les Russes, La simultanéité de ces événements est majeure, le tournant de notre époque : montée de l'islamisme, apogée du libéralisme, déclin de la mythologie de gauche.* » Alors, à y regarder de plus près [1-2], et à la lecture d'experts journalistes, penseurs, philosophes, politologues et historiens, que d'événements considérables sont en réalité survenus !

Thérèse Delpech, réfléchissant à la « *dissuasion nucléaire au XXIe siècle* » [3] dans un livre paru en 2013, s'appuie sur le même constat (l'extrait précis est proposé en annexe 2). Elle rappelle ces événements, multiples, de natures distinctes, marquant différents continents, mais à la façon d'une tragédie théâtrale, survenant tous avec une unité de temps étonnante, au cours d'une même année 1979, finalement saturée par l'actualité géopolitique mondiale (l'annexe 3 liste tous les événements significatifs survenus cette année-là).

Nous nous proposons ici d'approfondir les intuitions de ces deux auteurs, laissant sciemment de côté les questions de société, de culture, voire les avancées technologiques ou scientifiques, pour délimiter le sujet aux seuls changements géopolitiques majeurs, nous allons prouver cette affirmation.

Notre démonstration va comporter la présentation successive de cinq événements qui marquèrent définitivement l'année 1979, puis toute une partie de notre histoire actuelle :

- D'un côté, l'arrivée révolutionnaire au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny en Iran, au décours d'une radicalisation islamique chiite à visée expansionniste mondiale ;
- Avec l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS la menant à sa chute et au développement, en réaction, d'un extrémisme islamique sunnite devenu incontrôlable ;
- De l'autre côté, la véritable révolution économique néo-libérale anglaise, incarnée par Margaret Thatcher, suivie d'une évangélisation quasi mondiale de cette doctrine ;
- Avec la reconnaissance par l'Egypte de l'existence d'Israël comme Etat, tuant toute alliance arabe future et permettant le développement social libéral de la jeune nation ;
- Et enfin le lancement du programme de modernisation de la Chine communiste, rendu possible par l'adhésion à un libéralisme adapté à la spécificité du pays.

Nous avons retenu ces cinq événements pour la portée historique et mondiale (ils ont eu lieu sur plusieurs continents et concernent le destin de la planète dans son ensemble). La fracturation du monde apparue en 1979 va déboucher progressivement sur l'opposition de deux nouvelles formes de sociétés, l'une traditionaliste, avec la percée du fondamentalisme musulman radical, et l'autre libérale, d'un point de vue à la fois économique et culturel ou seulement économique (dans le cas de la Chine). Nous avons choisi volontairement des exemples tirés de plusieurs continents pour mettre en avant la dimension mondiale du phénomène.

Alors que l'année 1789 est une année de rupture évidente, l'année 1979, elle, est par contre le début d'un processus dont nous percevons aujourd'hui tous les effets. Et cela illustre parfaitement l'observation de Raymond Aron au début de ce propos. Les coupures qui se mettent en place en 1979 ne finissent de s'appréhender et de se comprendre qu'à l'observation de leurs conséquences. Or ces dernières se font toujours sentir, dès que nous cherchons à expliquer les comportements des dirigeants actuels. Les retentissements de ces événements fondateurs peuvent en effet, selon nous, expliquer le transfert de l'affrontement entre deux blocs idéologiquement rivaux mais partageant un même idéal de modernité à celui entre deux modèles de société libérale et traditionaliste.

1. Un régime chiite radical prend le pouvoir en Iran [4-8]

A. L'Iran à l'approche de l'année 1979

Juste avant le début de l'année 1979, d'importants événements secouent ce pays. Nous pouvons affirmer aujourd'hui que la responsabilité du shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi¹, est même grandement engagée dans la révolution qui s'annonce. En effet il a voulu imposer brutalement des réformes à une société rurale souvent pauvre, peu alphabétisée et fort pieuse. Quant à l'élite du pays (clergé et intellectuels), elle a commencé de son côté à dénoncer l'orientation pro-américaine fermement prise par le régime depuis l'éviction du Premier Ministre Mossadegh en 1954. Un retour aux valeurs iraniennes, délestées d'occidentalisme, s'exprime alors de plus en plus ouvertement, à la grande fureur du shah qui organise la répression de toute forme d'opposition.

Mais, plus la répression s'amplifie, plus les rassemblements de soutien à celui qui incarne cette opposition à la fois politique et religieuse, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, se multiplient. Le leader historique du clergé, bien qu'en exil depuis 1964², exhorte ainsi inlassablement les iraniens à la révolte islamique pacifiste. Cette contestation gagne alors tout l'Iran au cours de l'année 1978 jusqu'au 11 décembre, jour de l'Achoura, sommet du mois de deuil pour les chiites, où une marche révolutionnaire a réuni plus d'un million de participants à Téhéran³. Véritable plébiscite pour une prise du pouvoir sans heurts par l'ayatollah exilé, elle n'est pas, cette fois, réprimée dans le sang par l'armée, laquelle change alors de camp.

B. La révolution iranienne et la république islamique

Le 16 janvier 1979 est le jour où le shah d'Iran se sent à son tour obligé de partir en exil. Khomeiny en profite pour rentrer dès le 1^{er} février et proclamer immédiatement la naissance de la république islamique d'Iran, fondée sur le retour à la pureté religieuse et le rejet de l'occidentalisation.

¹ Le shah d'Iran, marqué par les mots de son père sur son lit de mort (qui regrettait sa complaisance vis-à-vis du clergé chiite), impose à son peuple des changements violents, prétextant la modernisation du pays.

² L'ayatollah Rouhollah Khomeiny a été arrêté en 1963 puis emprisonné pendant de nombreux mois alors qu'il dénonçait déjà la subordination du shah aux puissances étrangères. Il est libéré en 1964 mais, à la suite d'une nouvelle arrestation, part en exil la même année vers la Turquie puis l'Irak pendant 14 ans. Il finit par rejoindre la France en 1978, à Neauphle-le-Château dans les Yvelines, où il continue à légitimer l'organisation de manifestations d'opposants de plus en plus colossales.

³ Des centaines de milliers de femmes défilent également, en tchador et de leur plein gré, se soumettant aux règles de l'ordre islamique que les mollahs rappellent inlassablement ces dernières années. Et des affiches de Khomeiny sont partout arborées, comme le sauveur d'un pays humilié jusque-là par l'impérialisme occidental.

Le 11 février, après avoir obtenu la reddition des derniers éléments du pouvoir, il annonce la victoire de la révolution et établit une théocratie autoritaire qu'il fait valider le 30 mars, par un référendum approuvant massivement l'avènement de la nouvelle république. Cette date finit d'entériner l'entrée brutale dans une nouvelle ère et la naissance d'une organisation étatique islamiste encore totalement inconnue⁴. De plus, les grèves dans l'industrie iranienne du pétrole font stopper les exportations et déclenchent une vague de panique chez les pays consommateurs. Les 26 et 27 mars, lors de la conférence de l'OPEP, son prix augmente de 20% et provoque un second choc pétrolier, après celui de 1973⁵.

Cette révolution chiite en Iran suscite immédiatement une grande opposition du monde arabo-sunnite. Ce que redoute celui-ci par-dessus tout, c'est l'extension de la révolution à la totalité du « *Croissant chiite* », du centre de l'Afghanistan au Yémen en passant par la Syrie alaouite, le sud Liban et le Hedjaz saoudien. Et dans les territoires laïques (l'Irak baasiste) ou religieux (les pétromonarchies du Golfe), le Moyen-Orient entre tout entier en ébullition. Ainsi, en Irak, Saddam Hussein, soutenu par l'Arabie Saoudite sunnite, prend le pouvoir le 16 juillet. Il élimine ou expulse ses opposants, en majorité chiites, prémices d'une future guerre entre les deux pays l'année d'après. Cette guerre sera longtemps entretenue pour contenir l'Iran chiite. La crise iranienne des otages américains suit, débutant le 4 novembre⁶ : elle provoque la rupture diplomatique définitive avec le « *Grand Satan* » américain. Et, à partir du 20 novembre⁷, l'Arabie Saoudite augmente la répression des minorités chiites présentes sur son sol. Elle ne cessera, dès lors, de contraindre l'expansionnisme chiite par tous les moyens.

Mais l'inquiétude ne concerne pas seulement le monde sunnite. Les américains ont perdu avec le shah, un allié fondamental pour l'équilibre stratégique qu'ils étaient parvenus à mettre en place dans le golfe entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. L'URSS, qui a pourtant aidé dans un premier temps les religieux à prendre le pouvoir en Iran, craint aussi les effets de la révolution sur ses frontières (agitation dans les républiques musulmanes d'Asie centrale, voir plus loin). Enfin l'orientation fermement antisioniste du nouveau régime et sa volonté de proroger le programme nucléaire du shah (Eurodif) suscite de graves tensions avec Israël, désigné à Téhéran comme le « *Petit Satan* ».

⁴ C'est la naissance d'une « *démocratie islamique* » dans laquelle les clercs ont le pouvoir de désigner le plus savant d'entre eux pour concentrer l'autorité, principe définissant le pouvoir absolu du religieux sur le pays.

⁵ Dans l'année qui suit, le cours du baril de brut va tripler, passant de 12 à 36 dollars, provoquant une crise économique majeure dans l'Occident.

⁶ Quand Jimmy Carter accepte que le shah soit soigné à New York, des extrémistes iraniens contrôlés par le pouvoir occupent l'ambassade américaine à Téhéran. Ils détiendront 66 otages pendant plusieurs mois.

⁷ Jour de l'attaque de la grande mosquée de La Mecque par des islamistes inspirés de l'exemple iranien.

C. Les conséquences de la révolution iranienne

Au final, la révolution khomeyniste va avoir au moins 3 conséquences directes et indirectes :

- La première concerne le conflit Iran-Irak de 1980 à 1988. Saddam Hussein est en fait missionné par les monarchies sunnites pour affronter et affaiblir l'Iran chiïte. La dette de guerre contractée par Saddam auprès des pétromonarchies du golfe explique aussi l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, à laquelle les américains répliquent en 1991 (première guerre du golfe) à la demande des saoudiens. Or cet événement entraîne la rupture d'Oussama Ben Laden, le fondateur d'Al Qaïda, à la fois avec Ryad et avec Washington... ;
- La seconde concerne la guerre du Liban qui, à partir du début des années 80, prend une tournure ouvertement confessionnelle avec l'émergence du Hezbollah chiïte libanais soutenu par la Syrie (chiïte alaouite) d'Hafez El Assad ;
- Enfin et surtout l'actuelle guerre civile en Irak et en Syrie qui oppose le fils d'Hafez, Bachar el-Assad, aux forces sunnites par le biais de différentes organisations djihadistes que celles-ci ont engendré telles que « *DAESH* » et « *le Front al-Nosra* » affilié à l'organisation « *Al-Qaïda* ».

De l'Afghanistan au Yémen, la brutale radicalisation chiïte iranienne survenue en 1979 a donc stimulé, par effet boule de neige, le fondamentalisme sunnite et la création de mouvements islamiques extrêmes. Depuis lors, le Moyen-Orient est traversé par le conflit entre chiïsme et sunnisme dont les répercussions perturbent fortement la sécurité mondiale.

2. L'invasion de l'URSS en Afghanistan signe « le début de sa fin »

En pleine guerre froide dans sa lutte à distance contre les Etats-Unis, l'URSS va prendre en 1979 une décision qui va contribuer à hâter son déclin puis sa chute : l'invasion de l'Afghanistan [8-11].

A. En 1979, l'URSS s'inquiète de l'évolution politique sur son flanc sud

En effet, depuis plusieurs années l'Asie centrale connaît une situation troublée, notamment dans deux pays très liés. En Afghanistan, l'abdication forcée du roi Zaher Shah, au cours de l'année 1973, avait permis la proclamation d'une république soutenue par les soviétiques. Mais le pouvoir est instable et les affrontements avec les islamistes afghans de plus en plus nombreux. Quant au Pakistan voisin, il connaît aussi une évolution défavorable à Moscou.

En 1977, le président socialiste et progressiste Zulfikar Alî Bhutto, proche des Russes, a été renversé par un coup d'état militaire. Et le général Zia-Ul-Haq, qui instaure une dictature militaro-islamiste, est, lui, soutenu par les américains. De plus, il entretient la rébellion afghane contre le pouvoir prosoviétique⁸. Dans ce contexte, l'URSS ne voit plus d'autre choix que d'intervenir militairement pour tenter de contrôler la zone.

En fait, nous le savons aujourd'hui, la CIA a fortement contribué à l'engagement militaire soviétique en Afghanistan. Une directive d'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul, signée le 3 juillet 1979 du président Carter lui-même, sur le « *piège afghan* »⁹, a fini par être déclassifiée. Les Américains y voient l'occasion de « *donner à l'URSS son Vietnam* ». Le régime de Moscou comprend pour sa part que les américains tentent de le déstabiliser en retournant ses républiques d'Asie centrale où 80 millions de musulmans composent presque le tiers des 270 millions d'habitants que compte l'URSS.

De plus, les soviétiques ne veulent pas mésestimer les effets de la révolution iranienne sur ses frontières (voir plus haut) : en témoigne le soulèvement en mars 1979 de la ville iranophone d'Hérat contre le régime communiste de Kaboul, après l'arrivée au pouvoir de Khomeiny.

B. L'engagement russe en Afghanistan

Alors que l'attitude de Khomeiny donne raison à l'analyse soviétique, un autre événement précipite la décision de Moscou d'intervenir militairement. Le 14 septembre 1979, le président afghan favorable à Moscou, Mohamed Taraki, est assassiné sur ordre d'Hafizullah Amin, son concurrent, qui lui succède et prend aussitôt ses distances avec le régime soviétique.

C'en est trop : l'URSS veut réaffirmer son autorité dans la région. Elle prépare donc une démonstration de force avec une intervention puissante dans le but de redonner le pouvoir aux prosoviétiques afghans. Prétextant la survenue de massacres de partisans communistes commandités par le président lui-même, l'Union soviétique engage l'Armée Rouge dans la nuit du 24 au 25 décembre.

⁸ Exécuté par pendaison le 4 avril 1979, l'assassinat du président Bhutto suscite une vive réaction de la communauté internationale, mais le général pakistanais Zia-Ul-Haq reste soutenu par les Etats-Unis car il alimente le développement islamiste de factions opposées au pouvoir soviétique dans l'Afghanistan voisin. Les Etats-Unis espèrent par là une augmentation significative de leur influence sur l'Afghanistan pour obtenir une évolution politique afghane comparable au Pakistan.

⁹ Cette note a été élaborée par le politologue américain d'origine polonaise Zbigniew Brzezinski, chef du Conseil National de Sécurité des Etats-Unis sous la présidence de Jimmy Carter de 1977 à 1981, qui fut l'artisan majeur de la politique étrangère de Washington (comme il l'a été depuis pour toutes les administrations démocrates), soutenant une position très agressive vis-à-vis de l'URSS.

Après 3 jours de combats, le président Amin est capturé dans son palais à Kaboul. Accusé d'être à la solde des américains, il est exécuté. Babrak Karmal, un ancien vice-président prosoviétique exilé en 1978, est alors installé à la tête du pays. Puis, rapidement, l'Armée Rouge déploie de 40 000 à 120 000 soldats, ainsi que des moyens considérables pour réduire l'opposition.

Cette opération signe officiellement la fin de la détente pourtant initiée en parallèle avec les Etats-Unis¹⁰.

C. Effondrement du bloc soviétique, fin de la guerre froide et expansion du wahhabisme

Mais l'intervention ne se passe pas comme l'URSS l'espère car les afghans résistent au-delà de leurs capacités militaires¹¹. Et cet engagement signe le déclin de l'Union soviétique. Le coup de la guerre, colossal économiquement¹², l'est aussi politiquement, puis symboliquement, quand, dix ans plus tard, l'Armée Rouge, vaincue après plus de 15 000 morts dans ses rangs, quitte l'Afghanistan en février 1989.

La chute du mur de Berlin (novembre 1989, neuf mois plus tard) est à mettre au compte (en partie) de l'échec militaire en Afghanistan. Celui-ci a contribué à convaincre définitivement une grande partie des membres de l'appareil d'état soviétique que le système communiste était sans avenir. La dissolution de l'URSS est officialisée dans la foulée (décembre 1991).

L'émergence des talibans et du groupe terroriste Al-Qaïda (co-création de l'Arabie Saoudite et de la CIA en septembre 1986) a lieu également à cette époque. Les conséquences de cette émergence sont multiples.

Ce sont des vétérans islamistes du conflit afghan qui mèneront la guerre en Algérie contre le pouvoir laïque du FLN dans les années 1990 (GIA), puis en Bosnie et en Tchétchénie contre les serbes et les russes.

Ce sont eux ou leurs successeurs qui aujourd'hui encore font la guerre sainte au Yémen, au Levant et en Afrique occidentale (Mali) ou orientale (Somalie).

¹⁰ Les accords SALT 2 du mois de juin 1979, signés conjointement par les américains et les russes à Vienne, sur le désarmement nucléaire des deux blocs s'opposant à distance ne seront finalement jamais ratifiés.

¹¹ Malgré sa supériorité technique, l'armée rouge ne triomphe pas des « Freedom Fighters », les moudjahidines aidés par les Américains (importance des missiles sol-air Stinger anti hélicoptères offerts par les américains).

¹² Dans les années 80, les réformes impératives voulues par Iouri Andropov puis Mikhaïl Gorbatchev pour moderniser l'appareil de production russe n'ont pas pu être financées en raison de l'effort de guerre russe.

Dans tous les cas de figure, ils sont soutenus par les régimes wahhabites des pays du golfe qui se seront servis de la révolution chiite iranienne puis de la guerre en Afghanistan pour propager leur idéologie en Afrique et en Asie¹³.

3. Fin du nassérisme et consolidation politique d'Israël [15-16]

A. Israël à l'approche de l'année 1979

Au Proche-Orient, Israël, créé en 1948, est encore un Etat fragile, menacé par une alliance des pays arabes. En 1973, l'Etat hébreu gagne la difficile « *guerre du Kippour* » et souhaite travailler à une pacification politique de la région, en sa faveur¹⁴.

Après 1948, 1956 et 1967, la quatrième défaite de suite des pays arabes dont l'Egypte, le plus puissant d'entre eux, finit de convaincre le président Anouar el-Sadate, successeur de Nasser, que l'abandon de la guerre contre ce que l'on appelle encore officiellement au Caire « *l'entité sioniste* » est inévitable. De plus, alors que son pays est en mauvaise posture économique, il ne cesse de constater l'impuissance de la coalition contre Israël¹⁵. Il souhaite alors bénéficier, à titre individuel, d'un soutien américain pour mieux stimuler son propre développement. Or, ce dernier est inenvisageable si la situation géopolitique reste en l'état. Anouar el-Sadate décide alors de négocier unilatéralement avec Israël, jusqu'à y effectuer une visite officielle en 1977. Jimmy Carter, arrivé au pouvoir la même année, voit également dans ce rapprochement une opportunité pour organiser un règlement global de la crise, par sa médiation directe.

Des négociations secrètes sont alors menées sur le sol américain entre les 2 belligérants. Elles aboutissent à la signature des accords dits de « *Camp David* » le 17 septembre 1978¹⁶.

¹³ Voir notamment les ouvrages de Gilles Kepel : « *Djihad* » et « *Terreur dans l'hexagone* ».

¹⁴ Une crise politique interne suit « *la guerre du Kippour* ». Elle se traduit par la démission du Premier Ministre Golda Meir, remplacé par Yitzhak Rabin. Mais cela ne suffit pas à enrayer la défiance de la nation envers le parti travailliste au pouvoir depuis 1948 et permet au « *Likoud* », la droite israélienne, d'enfin remporter, en 1977, les élections. Menahem Begin devient alors Premier Ministre et cherche à pérenniser les frontières de l'Etat.

¹⁵ Mohamed Hasnine Haykal, rédacteur en chef du quotidien égyptien « *Al Ahram* » et proche du pouvoir, rapporte des propos du président égyptien dans son livre *La guerre de 1973* qui aurait déclaré, parlant de ses alliés arabes, que « *les autres ne veulent pas entrer dans la modernité* », sachant qu'ils considèrent Israël comme un état « *voyou* » et un symbole de « *l'impérialisme américain* » incarnant un mode de vie occidental intolérable.

¹⁶ Préalables indispensables à l'élaboration d'un traité de paix, deux accords-cadres sont signés à « *Camp-David* » (lieu de villégiature officiel du président des États-Unis), le premier proposant des actions globales pour la paix au Proche-Orient, le deuxième fixant la feuille de route afin d'établir un traité bilatéral six mois après les accords.

B. Le traité de paix israélo-égyptien

Le traité de paix historique entre l’Égypte et Israël est permis par la signature de tels accords. Il survient rapidement ensuite et est ratifié par les deux pays, le 26 mars 1979, à Washington¹⁷. Historique à plus d’un titre, il met fin à la situation de guerre permanente dans la région depuis 1948 en officialisant la première reconnaissance par un pays arabe de l’État israélien. La coalition panarabe perd alors sa principale force militaire, sonnante définitivement le glas de sa cohésion¹⁸. Et, en restituant officiellement à l’Égypte la ville d’El Arich, capitale du Sinaï, dès le 26 mai, Israël poursuit sa politique vis-à-vis de l’Égypte, lui permettant, à compter de cette date, de ne plus avoir d’opposition étatique directe. L’année 1979 va donc garantir définitivement les frontières de l’Etat juif.

C. Les deux conséquences du traité de paix sur les plans politique et économique

La première conséquence du traité de paix concerne l’évolution du rapport de force au Moyen-Orient. Pour les Arabes, il s’est tellement défavorablement modifié que la lutte doit être repensée dans un nouveau cadre. Elle ne se fera plus par une implication directe des Etats mais par l’entremise d’organisations infra-étatiques interposées, souvent subventionnées par ces mêmes Etats¹⁹. Elle prendra aussi un caractère confessionnel, la référence à l’Islam soutenant plus systématiquement la cause nationale arabe.

La seconde conséquence pour l’Etat hébreu est socio-économique : la très forte réduction de la menace extérieure facilite la mise en œuvre de la volonté réformatrice du « *Likoud* ». Le parti au pouvoir va libéraliser économiquement la société israélienne, alors qu’elle est marquée par une tradition de fonctionnement socialiste, notamment fondée sur le principe du Kibboutz (historiquement soutenu par les travaillistes)²⁰.

¹⁷ Cet accord de paix prévoit le retrait du Sinaï occupé militairement par les troupes de Tsahal depuis « *la guerre des Six jours* » en 1967 et garantit à Israël la liberté de circulation dans le canal de Suez. Mais il occulte la question des territoires occupés, celle des colonies juives et le statut de l’autonomie palestinienne.

¹⁸ Alors que l’Égypte exerçait le leadership parmi les pays arabes sous Nasser, elle fut exclue de la ligue arabe en 1979 et le président Sadate, qui avait reçu le prix Nobel de la paix avec Begin pour leur action, finit par être assassiné lors d’un attentat des « *Frères Musulmans* » en 1981 en raison de sa trahison à la cause arabe.

¹⁹ Depuis 1979, des organisations comme les « *Frères Musulmans* », le « *Hamas* », le « *Hezbollah* », « *l’OLP* » (Organisation de Libération de la Palestine), etc. essayent de gagner sur le plan du symbole. Il s’agit de diaboliser Israël par la mondialisation de la question palestinienne en mettant en scène l’affrontement entre la puissance soi-disant riche et persécutrice (Israël) et le peuple pauvre et privé injustement de son territoire (les palestiniens). Le recours à l’Intifada (1987 et 2000) a notamment permis une telle mise en scène (inversion du combat de David contre Goliath).

²⁰ Golda Meir, Premier Ministre au début des années 1970, recevait les grands du monde dans sa cuisine, le tutoiement était de rigueur dans l’armée, quel que soit le grade ... Le sionisme est historiquement une branche

Ainsi, dès 1979, la forte baisse des aides financières, et l'hyperinflation qui en découle, provoque une récession presque fatale à ce mode d'organisation, obligé de se réformer en profondeur. En parallèle, l'afflux massif d'un grand nombre de juifs russes et des pays de l'est fuyant le régime communiste, et donc en demande d'un type de société radicalement différent de celui qu'ils ont connu, explique la fin du modèle collectiviste de développement. Dès lors, la société israélienne s'occidentalise et s'américanise de plus en plus, dans la lignée de la révolution initiée par Thatcher (voir plus bas).

En assurant sa survie et en se modernisant « à l'occidental », Israël a toutefois créé deux illégitimités qui s'entretiennent : la présence d'un fragment d'occident en terres arabes et d'une nation juive en milieu musulman. Cette « double verrue » n'en finira pas d'alimenter une certaine haine contre l'« axe atlanto-sioniste » que l'Etat hébreu incarne, symbole d'un double scandale auquel ces adversaires veulent impérativement mettre fin.

4. Les enjeux de la révolution libérale thatchérienne [12-14]

A. La Grande Bretagne en 1979

En 1979, le Royaume-Uni connaît depuis plusieurs années une période de déclin. Qualifié d'« *homme malade de l'Europe* »²¹, il subit une grave crise économique, sociale, et politique avec d'incessantes journées de grève. De 1970 à 1974, le gouvernement conservateur d'Edward Heath, coincé entre la social-démocratie keynésienne d'après-guerre, legs des travaillistes, et ses velléités réformatrices le plus souvent contrées par des syndicats devenus surpuissants, se condamne à d'incessantes voltefaces, les « *U-turns* ». Puis, comme pris à leur propre piège, les deux gouvernements travaillistes d'Harold Wilson, et de James Callaghan après 1976, sont incapables de lutter contre leur aile gauche qui retarde la nécessaire modernisation de l'appareil de production. Humiliation suprême, ces deux gouvernements sont alors obligés de réaliser un emprunt auprès du FMI afin de faire face à la dégradation monétaire du pays²².

du socialisme ; l'égalité des membres de la communauté est un des piliers de l'« *Alt Neuland* » de Theodor Herzl.

²¹ Le chômage est passé de 3,5% en 1974 à 5,5% en 1979 et le FMI craint même un phénomène de « *retrodevelopment* » (« *développement inversé* »), par lequel l'ancien « *atelier du monde* » serait en train de prendre la voie du sous-développement.

²² En 1976, le pays demande un prêt de 4 milliards de \$ au FMI. L'interventionnisme étatique se manifeste alors par la multiplication des nationalisations et près de 30% de la population active est employée dans le secteur public. La fiscalité est de plus en plus élevée avec une tranche marginale d'imposition sur les revenus du capital atteignant 98% quand celle sur les revenus est de 83%.

L'économie britannique est donc en pleine désindustrialisation, sans compter l'inflation qui passe de 9% par an sous le gouvernement conservateur à 15% par an sous celui des travaillistes.

Fin 1978, le programme d'austérité salariale pour faire face à la situation est rejeté par les syndicats de fonctionnaires. C'est « *l'hiver du mécontentement* ». Mais la multiplication des grèves et des mouvements permanents de protestation exaspère la population et choque l'opinion publique britannique qui aspire à des réformes fermes afin de sortir de cette spirale négative²³.

B. La prise de pouvoir par Margaret Thatcher et ses conséquences en Angleterre

Finalement, le 28 mars 1979, le gouvernement Callaghan est renversé par une motion de censure²⁴.

A la tête du parti conservateur depuis 1975, Margaret Thatcher fait campagne en dénonçant le « *socialisme rampant* » imposé par les syndicats omniprésents. Elle promet de combattre l'inflation et de libéraliser la société britannique en encourageant le libre marché.

Lors des élections anticipées du 3 mai 1979, elle obtient alors une victoire marquée sur Callaghan par 44% des voix contre 37%. Nommée Premier Ministre du Royaume-Uni le lendemain, elle est la première femme à occuper un tel poste. Annonçant son intention de mener de profondes réformes économiques tout en « *cassant* » les syndicats (après avoir accepté le combat tant redouté par ses prédécesseurs), elle ouvre immédiatement la voie à une profonde transformation de l'économie²⁵. Caractérisée par une volonté et une persévérance indéniable, rapidement surnommée la « *dame de fer* », elle va appliquer, envers et contre tout, un programme que l'on qualifiera plus tard de néo-libéral²⁶.

²³ Avant 1979, les journées de travail perdues à cause des grèves s'élèvent à 29,5 millions de \$.

²⁴ Cette motion, votée aux Communes par 311 voix face à 310, contre un projet d'autonomie interne pour l'Écosse et le pays de Galles, n'est en fait qu'un prétexte pour mettre un terme à la gestion travailliste de la vague de mouvements sociaux qui agitent le Royaume-Uni depuis ces dernières années.

²⁵ Son combat contre les syndicats peut être résumé par la formule suivante : « *là où on n'est pas rentable, on ferme, là où on est rentable, on privatise, dans les 2 cas, on casse les syndicats* ». Quant à la qualification de son action, Nigel Lawson, chancelier de l'Échiquier entre 1983 et 1990, déclare en 1980 : « *la politique économique du nouveau conservatisme doit reposer sur 2 principes : le monétarisme et le libre marché, en opposition à l'intervention de l'État et à la planification centralisée* ».

²⁶ Le néo-libéralisme anglais se caractérise par les points suivants : réduction des dépenses publiques, forte hausse des taux d'intérêts pour comprimer l'inflation, suppression de l'encadrement des salaires et des prix, limitation des pouvoirs des syndicats, et détournement des industries sinistrées comme les mines de charbon.

C. L'expansion néo-libérale en Angleterre et dans le reste du monde

Après dix ans de réformes, la « *dame de fer* » laisse au Royaume-Uni, à son départ en 1990, une situation économique « *assainie* »²⁷. Elle relance également une « *relation spéciale* » avec les États-Unis marquée par un anticommunisme commun. Combinée avec le renouveau de la City, la situation du Royaume-Uni est ainsi renforcée dans le système financier mondial au point que la livre sterling retrouve son rôle de monnaie internationale de premier plan. Mais les effets du « *thatchérisme* » dépassent largement le cas du seul Royaume-Uni.

Après Margaret Thatcher, le libéralisme va s'imposer dans tous les pays développés, sous une forme plus ou moins atténuée. L'opposition droite-gauche perd de sa pertinence car tous les partis de gouvernement adoptent la doctrine libérale en matière de politique économique.

Ce sera le cas en France, sous Mitterrand, avec « *le tournant de la rigueur* » imposé par le ministre de l'économie, Jacques Delors, en mars 1983.

Aux États-Unis, la présidence de Ronald Reagan est marquée des choix idéologiques proches du modèle anglais, choix qui ne seront plus remis en cause. La présidence démocrate de Bill Clinton maintient les éléments fondamentaux du reaganisme²⁸.

En Angleterre, Tony Blair, le successeur pourtant travailliste de Margaret Thatcher, impose à son parti le legs thatchérien.

Et, enfin, le Premier Ministre socialiste français Lionel Jospin respecte le choix pro-libéral de Jacques Delors, pour ne citer que ces exemples.

A partir de 1979 et l'avènement du « *thatchérisme* », le monde est donc devenu libéral.

5. L'avènement mondial de la Chine [17-22]

A. La Chine en 1979

A la fin de l'année 1978, l'état de la Chine est catastrophique sur un plan économique : avec 20% de la population terrestre à cette époque, elle compte pour moins de 5% du PIB mondial²⁹.

²⁷ Marquée par des débuts difficiles (2 années de récession après l'instauration de la politique monétaire), la période Thatcher se termine avec une forte baisse de l'inflation, une croissance importante, la réduction du rôle de l'État, un chômage relativement élevé mais des salaires en hausse de près de 10 % partout ailleurs.

²⁸ Aux États-Unis, l'école monétariste et néolibérale de Milton Friedman à Chicago l'emporte ainsi sur celle d'inspiration keynésienne de Harvard, dominée par Paul Samuelson.

²⁹ La part des pauvres dans la population chinoise est proche de 85%, soit près de 835 millions de chinois et le pays est considéré comme l'un des plus sous-développés au monde.

Conscients d'une telle situation, des cadres dirigeants du Parti Communiste Chinois (PCC) plus pragmatiques, tels que Deng Xiaoping, proposent des réformes en contradiction avec la position communiste de Mao³⁰. Deng Xiaoping, qui a eu jusqu'alors un parcours politique parfois mouvementé (il fut notamment inquieté comme adjoint de l'ancien président chinois, Liu Shaoqi, qui, à la suite de la « *Révolution Culturelle* » fut condamné pour dérive droite) met alors en œuvre une stratégie de conquête du pouvoir.

Il obtient progressivement le soutien des autres chefs du Parti contre Hua Guo Feng, l'héritier désigné de Mao. Fort de sa puissance, il s'affirme définitivement, lors de la 3^e Session plénière du XI^e comité central du PCC, qui a lieu du 18 au 22 décembre 1978, comme le seul dirigeant crédible pour assurer le développement de la Chine après l'approbation de son programme, d'inspiration capitaliste. La fameuse formule « *qu'importe la couleur du chat, pourvu qu'il prenne les souris* » est celle que l'on retient généralement pour résumer le sens des réalités du « *Petit Timonier* ». La « *couleur du chat* » renvoie aux systèmes économiques (capitalisme ou communisme). « *Manger les souris* » renvoie à la grandeur de la Chine.

B. Les « *Quatre Modernisations* »

Le revirement politique du PCC marque le début d'une nouvelle ère pour la République Populaire de Chine. Le communiqué officiel annonce même qu'il « *encourage l'ouverture au reste du monde par [notamment] la mise en place de coopérations économiques avec les autres pays* » afin de soutenir son développement. Tout en conservant le style de gouvernement communiste, Deng Xiaoping affiche avec résolution l'objectif de devenir, à l'aube du XXI^e siècle, une grande puissance économique, lors d'un discours fondateur : « *Les Quatre Modernisations* ».

Il insiste ainsi sur la mise en œuvre, dès l'année 1979, de réformes massives pour libéraliser l'économie dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, des sciences et technologies, et de la défense nationale. Sur le plan international, il maintient les bonnes relations diplomatiques avec les Etats-Unis, pays dont la Chine a absolument besoin pour soutenir sa croissance.

³⁰ Après 30 ans de maoïsme et deux ans de tension pour la succession du leader communiste historique décédé en 1976, l'activisme conservateur des survivants de l'ancien régime, surnommés « *la bande des quatre* » finit par céder face à la vision réformiste pragmatique de nombreux cadres dirigeants.

Il obtient de Washington, dès le 1^{er} janvier 1979, la reconnaissance du gouvernement de Pékin comme seul et unique gouvernement légal de la Chine, en lieu et place de Taïwan³¹. Cet accord est entériné par une visite officielle aux Etats-Unis 3 jours plus tard et par l'obtention le 7 juillet de la clause de « *nation la plus favorisée* » commercialement, selon les termes de l'OMC. Deng Xiaoping en profite pour autoriser dans la foulée la création d'entreprises à capitaux étrangers au sein de la République populaire.

Sur le plan intérieur, la transition économique du pays commence ; vont ainsi s'enchaîner la décollectivisation de la production agricole, l'introduction du marché libre dans certaines villes côtières portées vers l'export, une défiscalisation des produits importés et exportés, un développement contrôlé de l'initiative privée, un soutien massif à l'essor de l'industrie dite légère, la mise en place de la politique de « *l'enfant unique* » pour limiter l'augmentation de la population (ce qui aurait eu pour effet de pénaliser à terme la croissance), une hausse de la performance du système éducatif afin de former l'intelligentsia technologique et scientifique dont a absolument besoin le pays pour soutenir ses réformes, etc.

C. Les conséquences de l'émergence économique de la Chine

Les mesures économiques engagées en 1979 sont à l'origine de l'émergence de la Chine comme puissance de tout premier plan, acteur central de la mondialisation.

La Chine s'est appuyée sur le bas coût de sa main d'œuvre pour attirer les investisseurs étrangers à la recherche de « *compétitivité-prix* », les multinationales américaines notamment. L'essentiel de la croissance chinoise repose ainsi depuis 35 ans sur un modèle de développement tiré par les exportations qui a remplacé le vieux modèle socialiste de développement par substitution d'importations, en vigueur sous Mao.

La population s'est globalement enrichie³², sans que cet enrichissement ait donné lieu à un assouplissement du régime sur le plan des droits et des libertés civiles. Le PCC est parvenu jusqu'à présent à contenir la contradiction entre économie libérale et pouvoir politique communiste ; l'autorité de ce dernier a permis de faire taire les contestations (Tian-an-men – 1989) et de maintenir un haut niveau d'exploitation de la main d'œuvre.

³¹ Le rapprochement des relations avec les Etats-Unis avait été en réalité progressivement effectué depuis le début des années 1970 (rencontre Nixon-Mao à Pékin, février 1972) dans le cadre d'une opposition commune à la volonté hégémonique de l'URSS.

³² La Chine présente une croissance moyenne de près de 10% par an dans les 30 ans qui suivent, quelles que soient les difficultés rencontrées, et la part des pauvres est tombée à 8% seulement avec moins de 110 millions de chinois (baisse de 730 millions par rapport à 1979).

Mais l'émergence de la Chine a aussi eu pour conséquence de déformer profondément l'appareil de production à l'échelle mondiale³³. La délocalisation en Chine des emplois et des activités a entraîné chômage, perte de pouvoir d'achat et hausse de l'endettement privé pour l'Occident. La nouvelle division internationale du travail provoquée par la montée en puissance de la Chine est ainsi à l'origine lointaine de la crise de 2008, la crise du crédit dite des « *subprimes* » s'expliquant en grande partie par la mise en concurrence des travailleurs occidentaux par les travailleurs chinois.

Conclusion

Les ruptures qui interviennent en 1979 font de celle-ci l'année la plus importante depuis 1945. Ces ruptures sont fondamentales car elles ont modifié intégralement l'ordre du monde à tel point que leurs conséquences se font toujours sentir aujourd'hui. **Ainsi, avant 1979, l'histoire était marquée par la « *guerre froide* » opposant des sociétés dites sociale-démocrates à l'ouest et des régimes communistes à l'est. Après 1979, le monde est reconfiguré progressivement. Les vieilles oppositions idéologiques disparaissent et sombrent définitivement dans le passé.**

Sur le plan mondial, les événements les plus marquants sont donc les suivants :

- Tout d'abord, la « *révolution khomeyniste* » en Iran entraîne d'une part, le rejet massif du mode de vie occidental au Moyen-Orient, d'autre part la radicalisation du conflit confessionnel entre chiisme et sunnisme (dans sa forme fondamentaliste wahhabite), à l'origine d'une déstabilisation durable du monde arabe, et avec pour contrecoup la mondialisation progressive du djihadisme qui a fini par se développer comme un cancer ;
- Ensuite, l'invasion soviétique en Afghanistan a pour conséquence la fin de l'URSS et l'expansion du terrorisme islamiste alimenté par les pétromonarchies du golfe. Ces deux premiers points (révolution en Iran, guerre en Afghanistan) sont ainsi profondément liés ;
- Les accords israélo-égyptiens consomment la fin du « *panarabisme* » d'inspiration nassérienne. La « *lutte antisioniste* » va changer de sens en recevant de nouveaux soutiens et la société israélienne va tendre elle-même à se rapprocher du modèle occidental (fin du collectivisme des kibboutz) ;
- L'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Angleterre marque la fin du keynésianisme qui dominait en Occident depuis les années 30 avec le « *New Deal* » de Roosevelt. Le modèle néolibéral va s'imposer partout ;

³³ La Chine adhère à l'OMC en novembre 2001, sans contrepartie, au prétexte qu'elle évite le décrochage de l'industrie américaine puis du marché mondial par sa main d'œuvre bon marché.

- Et finalement, en Chine, la modernisation planifiée par l'Etat est rendue possible grâce à la mise en place d'une gestion capitalisée de son énorme potentiel économique. Les cadres politiques du pays demeurent néanmoins communistes ce qui rend possible une forme originale de développement.

A l'appui de cette démonstration, nous pouvons donc ici affirmer que le monde d'avant 1979 est pour nous un monde devenu lointain, objet d'une histoire dorénavant close. En fait, notre actualité naît à la fin des années 70, pour ce qui concerne les grandes évolutions en cours.

Nous nous appuyerons pour finir sur le livre du philosophe français Jean-François Lyotard « *la condition post-moderne* »[23], qui date justement de 1979, pour proposer une ultime synthèse.

Lyotard définit comme « *post-moderne* » les sociétés où les « *systèmes de légitimation moderne* » des actions et des pensées tel qu'il les explique entrent en crise (par exemple, des notions comme « *le Progrès, l'Universel, l'Histoire, la Nation, etc.* » perdent de leur valeur intrinsèque). Ce sont des sociétés du scepticisme et du relativisme généralisés³⁴. Nos sociétés libérales sont devenues de fait de telles sociétés. A l'inverse, les sociétés traditionnelles (celles issues notamment de la civilisation islamique) sont des sociétés « *anti-modernes* » car elles refusent ces notions mêmes. Et depuis 1979, le conflit repose sur l'opposition du « *post-moderne* » et de « *l'anti-moderne* ».

Avant 1979, le conflit était interne à la modernité elle-même : l'Occident et le bloc soviétique partageaient le même idéal de modernité, chacun cherchant seulement à en illustrer au mieux les valeurs et les principes selon des orientations divergentes. L'affrontement avait dès lors lieu à l'intérieur d'un même monde et le dialogue était toujours possible, même aux pires heures de la guerre froide et de la menace d'apocalypse nucléaire.

Le conflit entre le « *post-moderne* » et l'« *anti-moderne* » a pour sa part un caractère tragique car il oppose cette fois deux mondes (et non plus deux systèmes à l'intérieur d'un même monde). Dans certains cas les plus extrêmes (en particulier celui du djihadisme), le dialogue n'est plus possible parce que ses conditions (communauté de valeurs et d'idéaux, unité générale d'inspiration) ne sont plus réunies.

³⁴ Jean-François Lyotard y décrit la « *crise des métarécits de légitimation* » où, avant cette année-là, la société moderne fonctionnait autour d'horizons qui donnaient sens, comme le « *Progrès dans la Nation avec son Histoire et ses Révolutions* », alors qu'après, dans les sociétés libérales dites « *postmodernes* » s'entrechoquent les notions de « *Scepticisme, Relativisme et Individualisme* ».

Références bibliographiques

1. OBSERVATUS GEOPOLITICUS, *L'année 1979*, Blog « Chroniques du Grand jeu », 26 juillet 2015, <http://www.chroniquesdugrandjeu.com/2015/07/1-annee-1979.html>, consulté le 16 novembre 2015.
2. 1979, <https://fr.wikipedia.org/wiki/1979>, Wikipédia l'encyclopédie libre, consulté le 16 novembre 2015.
3. DELPECH Thérèse, *La dissuasion nucléaire au XXIe siècle. Comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique ?*, Paris, Odile Jacob, 2013, 304p.
4. RICHARD Yann, *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion (Champs histoire), 2009, 472 p.
5. RICHARD Yann, *L'islam chi'ite. Croyances et idéologies*, Paris, Fayard, 1991, 302 p.
6. KEPEL Gilles, *Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Folio (Folio actuel), 2003, 751 p.
7. FILIU Jean-Pierre, *Les Arabes, leur destin et le nôtre. Histoire d'une libération*, Paris, La découverte (Cahiers libres), 2015, 264 p.
8. KEPEL Gilles, JARDIN Antoine, *Terreur dans l'Hexagone : Genèse du djihad français*, Paris, Gallimard (Hors-série Connaissance), 2015, 330 p.
9. LEVESQUE Jacques, *L'URSS en Afghanistan : de l'invasion au retrait - 1979-1989*, Paris, Complexe (la mémoire du siècle), 1999, 282 p.
10. TODD Emmanuel, *La chute finale : Essai sur la décomposition de la sphère soviétique*, Paris, Robert Laffont, 2004, 371 p.
11. KOZOVOÏ Andreï. *La chute de l'Union soviétique, 1982-1991*, Paris, Tallandier, 2011, 328 p.
12. DIXON Keith, *Les évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme*, Paris, Raisons d'agir, 1998, 111 p.
13. MARX Roland, *L'histoire de l'Angleterre*, Paris, Fayard, 1993, 837 p.

14. *Thatchérisme*, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Thatch%C3%A9risme>, Wikipédia l'encyclopédie libre, consulté le 08 janvier 2016.
15. COHEN Mitchell, *Du rêve sioniste à la réalité israélienne*, Paris, La découverte (Textes à l'appui), 2014, 416 p.
16. CORM Georges, *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2003*. Troisième édition mise à jour, Paris, Gallimard (Folio histoire), 2003, 1072 p.
17. GAULARD Mylène, *Karl Marx à Pékin. Les racines de la crise en chine capitaliste*, Paris, Démopolis, 2014, 272 p.
18. BERGERE Marie-Claude, BIANCO Lucien, DOMES Jürgen, *La Chine au XXème siècle. De 1949 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 1990, 448 p.
19. BUCHALET Jean-Luc, SABATIER Pierre, *La Chine, une bombe à retardement. Bulle économique, déséquilibres sociaux, menace environnementale : la fin d'un système ?*, Paris, Eyrolles (Essais), 2012, 162 p.
20. DOMENACH Jean-Luc, *Comprendre la Chine d'aujourd'hui*, Paris, Perrin (Tempus), 2014, 352 p.
21. COHEN Philippe, RICHARD Luc, *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ? Les dégâts du libéral-communisme en Chine et dans le monde*, Paris, Fayard (Mille et une nuits – livre neuf, essai), 2005, 234 p.
22. *Rupture sino-soviétique*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Rupture_sino-sovi%C3%A9tique, Wikipédia l'encyclopédie libre, consulté le 16 novembre 2015.
23. LYOTARD Jean-François, *La Condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Paris, Les éditions de minuit (Critique), 1979, 109 p.

Annexes

Annexe 1 : Entretien du philosophe allemand Peter Sloterdijk avec Antoine De Baecque, dans le journal Libération, le 5 août 2006 – Extraits

Peter Sloterdijk est une figure allemande de la philosophie contemporaine. Il conçoit des formes, au 1^{er} rang desquelles la sphère, susceptibles d'interpréter le sens de la vie des hommes en société. Il explique sa démarche philosophique, qu'il applique à notre propre nation.

« La France est une exception psycho-politique, une bulle préservée. »

... Mais à l'extérieur de la serre, le froid est terrible... La précarité et la misère touchent certaines populations de plus en plus violemment...

... Il est vrai que la France possède des caractéristiques très anciennes, archaïques, primitives, qui se traduisent par des programmes pour créer des emplois moins efficaces qu'ailleurs et un chômage stable depuis au moins trente ans. De même, autre faute inhérente au système hérité en France : on protège trop les plus âgés et pas assez les jeunes. Enfin, l'imaginaire français, y compris des jeunes générations, reste ancien: la foule mythique retrouvée, la manifestation comme exutoire, espoir, défouloir, contre-pouvoir, ou encore ces invocations de la vérité incarnée par le peuple. L'imaginaire de la France reste révolutionnaire, mythe fondateur de l'intellectuel de gauche, alors que son modèle social est très protégé, tout sauf romantique ou libéral.

Est-ce un pays devenu ingouvernable?

C'est le problème de l'homme d'Etat isolé face à la mentalité défaitiste française, le syndrome Clemenceau, voire de Gaulle. ... Le grand problème de l'homme d'Etat français est qu'il est condamné à gouverner un peuple qui aurait surtout besoin d'un éducateur. La nation veut un éducateur, comme si elle désirait fondamentalement rester mineure, dépendante, et l'homme politique ne peut plus lui apporter ça.

On pourrait aussi dire que la France est restée elle-même alors que le monde a évolué...

Ce n'est pas faux. ***Je pense que l'année charnière est 1979. C'est l'année clé où le monde bascule, sauf la France... Trois événements sont concomitants: le retour de Khomeiny en Iran, qui marque le début de la révolution islamiste dans le monde musulman; l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, dont les jeunes gens ont peut-être oublié le nom mais qui est sans doute le personnage symbole de cette époque avec son libéralisme sans culpabilité; et l'invasion de l'Afghanistan par les Russes, décision fatale au régime soviétique puisqu'il se révélera incapable de battre quelques rebelles afghans. La simultanéité de ces événements est majeure, le tournant de notre époque: montée de l'islamisme, apogée du libéralisme, déclin de la mythologie de gauche.*** C'est cela qui permet un travail de sape, au niveau international, contre l'idée de l'Etat social, puisque le libéralisme n'est rien d'autre que l'abaissement drastique du prix à payer pour acheter la paix sociale. Seule la France ne participe pas à ce changement de climat planétaire, on s'en rend compte avec le recul. Soit parce qu'elle ne le veut pas, soit qu'elle ne le peut pas. Les deux raisons s'additionnant sans doute. La France a produit une sorte d'exception psycho-politique en tentant de créer un espace protégé où les courants d'air du marché du travail et les eaux glacées du libéralisme seraient comme régulés et réchauffés. Une sorte de microclimat propre, une bulle préservée. C'est une illusion, et en même temps c'est une belle illusion. Ce que je nomme la sphère par excellence, celle où la patrie, les institutions et l'Etat règnent grâce à une maternisation éternelle des citoyens.

Annexe 2 : La dissuasion nucléaire au XXIème siècle. Comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique ? Thérèse Delpech. 2013 – Extraits

Philosophe et politologue, Thérèse Delpech qui fut directrice des affaires stratégiques au commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et commissaire français auprès de la commission d'inspection des nations unies en Irak, est une autorité mondialement reconnue en matière de questions stratégiques et nucléaires.

Dans cet ouvrage où elle analyse les cinquante dernières années d'emploi de la dissuasion nucléaire pour insister sur son utilisation dans la réflexion stratégique prospective, tout un chapitre (p86-87) intéresse particulièrement notre travail sur ce moment clé qu'est l'année 1979.

Il est repris in extenso ici.

« L'histoire de la maîtrise des armements illustre combien le monde occidental, obsédé qu'il était par l'URSS, s'est privé d'une plus large vision du monde. Un bon exemple en est fourni par un article écrit en 1979 par Colin Gray, dans lequel celui-ci affirme qu'il est presque certain que **« l'année 1979 sera celle du débat le plus inventif au sujet de leurs postures stratégiques** depuis ces jours funestes, entre 1959-1960 – qu'on a appelés ceux du « missile gap » imaginaire ». **Quel événement marqua le plus l'année 1979 ? La révolution iranienne ? Le traité de paix israélo-égyptien ? Les relations diplomatiques officielles entre les Etats-Unis et la Chine ? L'accession au pouvoir de Saddam Hussein ? L'attaque de La Mecque par des radicaux ? La fin des vingt ans du traité sino-russe ? La présence des Soviétiques en Afghanistan ? La guerre entre le nord et le sud du Yémen ? L'entrée des Vietnamiens dans Phnom Penh et la fin du génocide des Khmers rouges au Cambodge ? La guerre sino-vietnamienne qui s'ensuivit ? La catastrophe biologique de Sverdlovsk ? Il fallait cocher : Aucune des réponses ci-dessus. »** **La confrontation bipolaire préoccupait l'esprit des Occidentaux de manière si écrasante qu'ils proposèrent les accords SALT II – si décevants : un traité jamais ratifié** (il fut bloqué par le Congrès après cinq ans de négociation) en raison « de l'état de l'équilibre des forces, des prédictions de tendances, de la pertinence des forces stratégiques au sein de la diplomatie des superpuissances et des progrès des hautes technologies ».

En quoi ces événements de l'histoire récente sont-ils pertinents pour nous aujourd'hui ? La maîtrise des armements demeure un outil pour la stabilité, à condition néanmoins de se préparer convenablement à entamer des négociations, de régler les problèmes de détection des tricheries, de réagir efficacement aux violations, de proscrire comme trop dangereux les accords mal ficelés, et de faire en sorte que les négociateurs cherchent à mener à bien une *stratégie* plutôt que de lancer et de poursuivre un « processus », dans le seul but de le mener à terme. Pour ce qui est des négociations entre les Etats-Unis et la Russie, le ralentissement, voire l'arrêt, du processus de réduction des armes nucléaires est le scénario le plus probable à la date d'aujourd'hui. »

Annexe 3 : Frise chronologique remettant en perspective les 5 événements présentés au travers de tous ceux survenus au cours de l'année 1979

Janvier

01 : Etablissement de relations diplomatiques entre la Chine et les États-Unis. Washington reconnaît le gouvernement de Pékin comme l'unique gouvernement légal de la Chine : il n'y a qu'une Chine et Taïwan en fait partie. Le traité de sécurité mutuelle conclu avec l'île en 1954 est aboli.

04 : Voyage de Deng Xiaoping aux États-Unis.

07 : Le gouvernement Pol Pot est renversé au Cambodge par l'offensive du Viêt Nam signant la fin du Kampuchéa démocratique, le régime des Khmers rouges au Cambodge. Heng Samrin est nommé 1^{er} ministre de la République populaire du Kampuchéa, nouveau nom officiel du Cambodge. Entre 1975 et 1979, le régime de Pol Pot aura fait périr plus d'un million de Cambodgiens sur 7 à 8 millions. Mais les Khmers rouges ne maîtrisent plus que les camps de réfugiés à la frontière avec la Thaïlande. Ils doivent leur survie politique à l'aide de la Chine et des États-Unis.

12 : Charan Singh, ministre indien de l'Intérieur, accuse publiquement le 1^{er} ministre Morarji Desai de népotisme en soutenant le Jan Sanghet. Il démissionne alors pour montrer son opposition. Des troubles ont alors lieu entre hindous et musulmans dans plusieurs États. Le RSS, bras temporel du Jan Sangh, est accusé d'en être l'instigateur.

16 : Départ pour l'exil du shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, atteint d'un cancer.

26/01-01/02 : Le pape Jean-Paul II visite le Mexique.

27/01-12/02 : 3^e conférence de l'épiscopat latino-américain de Puebla, au Mexique.

Février

Incidents de frontière entre l'Irak et l'Iran.

01 : Proclamation de la république islamique en Iran. L'ayatollah Khomeyni, alors en exil en France, rentre en Iran et fonde la république islamique.

07 : Le colonel Chadli Bendjedid devient président de l'Algérie.

11 : L'ayatollah Khomeyni annonce la victoire de la révolution et prend le pouvoir. Il établit une théocratie autoritaire où il s'attribue le pouvoir suprême d'arbitrage. Mehdi Bazargan devient son premier ministre.

17/02-16/03 : Conflit Sino-Vietnamien en réaction à l'occupation du Cambodge. 200 000 soldats chinois traversent la frontière. Le Viêt Nam résiste au prix de lourdes pertes de chaque côté, et des négociations s'ensuivent.

Mars

- **Jimmy Carter doit intervenir, mais ne parvient pas à modifier l'orientation de l'accord israélo-égyptien qui ne traite volontairement pas de la question des territoires.**
- La flotte soviétique utilise l'ancienne base américaine de Cam Ranh au Viêt Nam.

01 : Elections Législatives en Espagne. L'UCD obtient 37% des suffrages et doit gouverner avec l'Alianza Popular.

03 : Election du gouvernement de Wilfried Martens en Belgique.

11-16 : Conférence de Kano qui met fin à la guerre civile au Tchad et installe un gouvernement présidé par Goukouni Oueddei, chef du Frolinat (front de libération nationale).

12 : Luís Herrera Campíns, démocrate-chrétien prend le pouvoir au Venezuela.

13 : - Dans la CEE, entrée en vigueur du SME (Système Monétaire Européen) et de l'Ecu en tant que monnaie de compte, monnaie ancêtre de l'Euro. Le SME succède au serpent monétaire européen. Et l'Écu n'est qu'une monnaie technique sans vocation à entrer en circulation.

- Coup d'État à la Grenade : Maurice Bishop devient le 1^{er} ministre du Gouvernement révolutionnaire populaire de la Grenade.

15 : Au Brésil, le général João Figueiredo prend le pouvoir, et le pays amorce un timide retour à la démocratie.

16 : Au Nicaragua, les trois tendances du FSLN forment une direction nationale unique.

23 : Au Tchad, mise en place du gouvernement de Goukouni Oueddei. Mais la guerre civile reprend.

26-27 : Conférence de l'OPEP et hausse du prix du pétrole de 20%. Début du 2^e choc pétrolier.

26 : Traité de paix entre l'Égypte et Israël (Washington) mettant fin à la guerre qui durait depuis 1948. L'Égypte reconnaît l'État israélien, qui annonce évacuer le Sinaï.

28 : - Le gouvernement britannique de Callaghan tombe car il n'a pas réussi à faire voter par la dévolution de l'autonomie à l'Écosse et au pays de Galles lors du référendum qu'il a organisé.

- Aux Etats-Unis, un accident nucléaire survient à la centrale de Three Mile Island avec des effets très profonds sur l'opinion publique américaine et internationale.

29 : Au Nicaragua, la révolution sandiniste fait rage. L'offensive finale est lancée. La dictature de Somoza ne peut plus compter sur aucun soutien.

30 : - La république islamique d'Iran est approuvée par référendum.

- Le FMI impose au Sénégal un plan d'ajustement structurel avec baisse des dépenses publiques afin de rétablir l'équilibre du budget, liquidation des entreprises non rentables et privatisation des firmes potentiellement ou réellement rentables, dévaluation de la monnaie nationale, compression des effectifs des administrations publiques et du secteur public.

Avril

- **Face à la menace iranienne, l'Irak conclut avec l'Arabie saoudite un accord de sécurité scellant leurs soutiens mutuels en cas d'agression iranienne ou de menace soviétique.**
- **2^e choc pétrolier à la suite de la révolution iranienne. Les grèves dans l'industrie iranienne du pétrole stoppent les exportations iraniennes et déclenchent une seconde vague de panique chez les pays consommateurs, qui effectuent des achats de précaution. Le cours du baril de brut va tripler, passant de 13 à 36 dollars entre 1979 et 1980.**
- **L'ancien premier ministre iranien, Chapour Baktiar, s'enfuit pour la France.**
- **Le Nigeria subit une grave crise économique due au ralentissement des exportations de pétrole.**

04 : Pendaïson d'Ali Bhutto au Pakistan.

10 : Le Congrès des États-Unis vote une loi qui condamne toute tentative de réunification de la Chine par la force.

11 : Le dictateur de l'Ouganda, Idi Amin Dada, est mis en fuite par l'armée Tanzanienne. Son régime a fait depuis 1971 environ 200 000 morts dont une partie des cadres du pays.

18 : Saad Haddad proclame l'État du Liban libre dans la région qu'il contrôle (Liban du Sud). La Syrie ne parvient pas à dominer le réduit chrétien et diminue son engagement au Liban.

22 : Des élections sont organisées en Thaïlande pour nommer une nouvelle Chambre des représentants.

23/04-23/05 : Violentes émeutes antimonarchistes au Népal. Le roi Birendra accepte de soumettre au vote populaire une réforme politique, introduisant le suffrage universel pour l'élection des conseils locaux.

Mai

01 : Rapport de la commission de Nicholas Wiehahn sur le travail en Afrique du Sud. Autorisation des syndicats Noirs. Les syndicats multiraciaux restent interdits.

03 : En Angleterre, les élections ramènent les conservateurs au pouvoir.

04 : Margaret Thatcher, du parti conservateur, devient 1^{er} ministre du Royaume-Uni.

17-20 : Réforme du Parti socialiste ouvrier espagnol lors de son 28^e congrès à Madrid (Felipe González abandonne son poste de mai à octobre). Toute référence au marxisme-léninisme est exclue de la charte socialiste. Le parti fera la conquête de presque toutes les mairies entre 1979 et 1982.

26 : Israël restitue officiellement à l'Égypte la ville d'El Arich, capitale du Sinäi, en application des accords de Camp David. La coalition arabe anti-israélienne perd sa principale force militaire.

29 : Les pourparlers sur l'autonomie palestinienne reprennent entre l'Égypte et Israël en même temps que le retrait israélien du Sinäi (1979-1982).

Juin

02 : 1^{er} voyage du pape Jean-Paul II en Pologne.

03 : Marée noire de la plate-forme Ixtoc 1 dans le Golfe du Mexique.

06 : Attentats islamistes en Syrie. Un commando attaque l'école d'artillerie d'Alep et assassine 83 cadets, tous de confession alaouite.

07-10 : Après le traité fondateur de la CEE à Rome en 1957, les 1^{res} élections au suffrage universel du parlement européen ont lieu dans les neuf pays membres. Simone Veil est élue présidente de l'Assemblée. Mais le Parlement n'a que peu de pouvoir face à la Commission.

15-18 : Accords SALT 2 signés à Vienne par Brejnev et Carter. Ils ne seront jamais ratifiés du fait de l'invasion de l'Afghanistan.

19 : Elections présidentielle et législatives au Mali. Moussa Traoré est réélu président de la République.

28 : Un gouvernement de 15 membres est constitué au Mali, qui ne compte, outre le général Moussa Traoré (ministre de la défense), que deux militaires.

28-29 : Sommet du G7 à Tokyo ; refus de toute régulation concertée à l'échelle internationale face au 2nd choc pétrolier et à l'inflation mondiale.

29 : En Bolivie, les élections ne dégagent pas de net vainqueur. Siles arrive en tête devant Paz et Banzer, mais sans disposer de majorité absolue. Le Parlement se révèle incapable de trancher entre Siles et Paz et le président du Sénat Wálter Guevara Arze assure l'intérim pour un an. Les manœuvres politiques et les complots se multiplient pour préparer l'échéance électorale suivante. À l'Assemblée, l'armée est accusée de corruption.

Juillet

En Chine, Deng Xiaoping autorise la création d'entreprises à capitaux étrangers.

07 : La Chine obtient la clause de la nation la plus favorisée.

09 : Par référendum, les habitants des Palaos votent pour l'indépendance vis-à-vis des États-Unis et approuvent leur constitution.

12 : Indépendance de Kiribati vis-à-vis du Royaume-Uni.

15 : En Inde, Morarji Desai démissionne à la suite de la dégradation de la situation économique par la conjugaison d'une nouvelle mousson et du 2nd choc pétrolier.

16 : Saddam Hussein devient Président de la République en Iraq après avoir écarté du pouvoir son oncle, le général Ahmad Hasan al-Bakr, dirigeant baasiste historique.

17 : Somoza fuit le Nicaragua.

17-20 : Déclaration de Monrovia. Les responsables politiques africains s'engagent à promouvoir le développement économique et social et l'intégration de leurs économies en vue d'accroître leur indépendance.

19 : Au Nicaragua, la dictature de Somoza chute, lâchée par les États-Unis. Prise du pouvoir par les Sandinistes. Le FSLN fait une entrée triomphale dans Managua. D'obédience social-démocrate et non marxiste, une junte de gouvernement de reconstruction nationale de cinq membres se met en place, comprenant les différentes tendances de l'opposition. Son programme consiste dans la confiscation des biens de la famille Somoza, la suppression de la Garde nationale, la nationalisation du système bancaire et du commerce extérieur, et la réforme agraire.

20 : Conférence à Genève sur la question des réfugiés.

26 : En Inde, Charan Singh devient 1^{er} ministre. Mais comme il risque de ne pas obtenir la confiance de l'Assemblée, il convient de ne régler que les affaires courantes jusqu'aux élections prévues en janvier 1980.

Aout

- Massacres ethniques au Burundi.

- À Lusaka, les cinq États de la ligne de front contre l'apartheid (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie) développent leur coopération pour réduire leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud.

01-07 : Sommet du Commonwealth de Lusaka qui résout la question rhodésienne avec la décision d'organiser des élections libres en février 1980.

01 : Au Portugal, démission du gouvernement de Carlos Mota Pinto et dissolution du parlement. Gouvernement de transition de Maria de Lourdes Pintasilgo.

05 : - La Mauritanie se désengage du conflit contre le Front Polisario.

- Le Maroc continue la guerre contre la RASD.

06 : Nomination de Paul Volcker à la tête de la FED (réserve fédérale de la banque centrale américaine) qui va être à l'origine du programme de hausse des taux d'intérêt permettant la désinflation compétitive qui s'en suit, selon les prescriptions monétaristes communes au néolibéralisme thatchérien. Il y restera jusqu'en 1987 ce qui fera sortir les États-Unis de l'inflation massive des années 1970 issue du keynésianisme.

10 : Le populiste Jaime Roldós Aguilera (38 ans), est élu démocratiquement président de l'Équateur. Il forme un gouvernement réformiste.

11 : En Inde, rupture du barrage Macchu-2 près de Morvi faisant entre 2 000 et 15 000 victimes.

21 : Accords de Lagos signés par les représentants de 11 factions tchadiennes et de 9 pays africains.

25/08-08/09 : L'ouragan David, l'un des ouragans les plus meurtriers de la seconde moitié du XXe siècle, fait plus de 2 000 victimes, principalement en République dominicaine.

27 : Attentat de l'IRA provisoire qui coûte la vie à un symbole historique de l'empire britannique, Lord Mountbatten.

31 : Les États-Unis révèlent qu'une brigade soviétique est stationnée à Cuba.

Septembre

03 : Goukouni Oueddei est reconnu comme président du Tchad.

03-09 : Conférence des pays non-alignés à la Havane, qui marque la plus grave crise dans l'histoire de ce mouvement :

- Tito critique violemment la position prosoviétique de Fidel Castro et conduit les modérés dans leur opposition au dirigeant cubain.

- La Birmanie rompt même ses liens avec le groupe des pays non-alignés pour protester contre ses inclinations pro-soviétiques.

10 : En Angola, mort d'Agostinho Neto, dirigeant du MPLA. José Eduardo dos Santos le remplace comme président de la République populaire.

13 : Indépendance du Bantoustan du Venda, non reconnue par la communauté internationale.

14 : Le président de l'Afghanistan Mohammad Taraki est assassiné. Hafizullah Amin, son opposant direct, lui succède et tourne immédiatement le dos à l'URSS.

20-21 : Destitution de l'empereur de Centrafrique Jean Bédel Bokassa, compromis dans des massacres d'enfants. L'ancien président David Dacko reprend le pouvoir à la suite d'un coup d'État opéré avec l'aide de parachutistes français.

22 : Un très étonnant incident, retenu sous le nom d'"**incident Vela**" a lieu dans l'Océan indien, au sud de l'Afrique du Sud. Un double éclair lumineux, caractéristique d'une explosion nucléaire atmosphérique, est détecté par le satellite de surveillance Vela. Diverses explications naturelles furent données (notamment l'entrée dans l'atmosphère d'une météorite) mais l'hypothèse d'un test nucléaire conjoint entre Israël et l'Afrique du Sud n'a jamais été écartée.

26 : En Centrafrique, Bernard Christian Ayandho est nommé 1^{er} ministre de la République.

Octobre

01 : Shehu Shagari instaure un régime civil au Nigeria (IIIe République).

4-19 : Typhon Tip dans le Pacifique Nord-ouest.

15 : Coup d'état réalisé par de jeunes officiers réformistes au Salvador destiné à prévenir une évolution à la nicaraguayenne. Ils lancent un processus de démocratisation du pays, mais la "junte révolutionnaire de gouvernement" dirigée par le colonel Adolfo Majano-Ramos est dans l'impossibilité d'affirmer son autorité face à l'armée qui continue à réprimer toute forme de contestation sociale au nom de la lutte contre le communisme. Les organisations révolutionnaires refusent de soutenir ce qu'elles qualifient de coup d'État proaméricain. Leurs violences font écho à celle des escadrons de la mort.

17 : Mère Teresa obtient le prix Nobel de la paix pour son aide aux déshérités de l'Inde.

22 : Procès, condamnation et emprisonnement de quatre intellectuels membres de la Charte 77 et dirigeants le mouvement d'opposition au régime intitulé « *Comité pour la défense des personnes injustement persécutées* » (VONS), en République socialiste tchécoslovaque. Il s'agit des écrivain Václav Havel, journaliste dramaturge Jiří Dienstbier, journaliste Petr Uhl, et mathématicien

philosophe Václav Benda). Mais le VONS va continuer à communiquer à l'Occident des informations sur les conditions de vie en Tchécoslovaquie.

25 : - La Catalogne et le Pays basque acceptent par référendum le statut d'autonomie.

- Traité de Moscou entre L'URSS et le Yémen du Sud. Les tensions entre le Yémen du Sud et le Yémen du Nord, aiguës par la découverte de gisements pétroliers sur des frontières mal définies, poussent le gouvernement du sud à s'allier avec l'Union soviétique, à laquelle il accorde des facilités navales et aériennes.

26 : En Corée du Sud, Kim Jaegy, directeur du service central de renseignements, assassine Park Chung-hee. En réaction, des manifestations sont organisées dans les villes de Pusan et de Masan réprimées dans la violence.

Novembre

- **Les populations chiïtes du royaume saoudien, qui n'ont pas le droit de célébrer leurs cultes, prises dans l'exaltation de la révolution iranienne, organisent des manifestations religieuses (Achoura) immédiatement réprimées par la police (19 morts).**
- **Des chiïtes d'origine iranienne sont expulsés d'Irak.**

01 : En Bolivie, coup d'État du général Alberto Natusch Busch qui devient le 55^e président de la République. L'armée organise la dissolution de l'assemblée.

04 : Crise iranienne des otages. Quand Jimmy Carter accepte que le shah se fasse soigner à New York, des extrémistes iraniens contrôlés par le nouveau pouvoir occupent l'ambassade américaine de Téhéran et détiennent 66 otages pendant 15 mois (fin le 20 janvier 1981).

16 : En Bolivie, le général Alberto Natusch Busch, après 16 jours de régime militaire et 200 morts, se retire et les militaires remettent le pouvoir aux civils, la présidente de l'Assemblée, Lidia Gueiler Tejada, devenant présidente de la République.

20 : Un groupe d'exaltés s'empare de la grande mosquée de La Mecque et proclame son chef « le mahdi », homme guidé par Dieu. Les forces de polices saoudiennes, aidées par un contingent du GIGN français, reprennent le contrôle des lieux après quinze jours de siège. Les insurgés sont tous exécutés.

26 : Le 1^{er} ministre Choi Kyu-ha succède à Park au poste de président de Corée du Sud.

28 : Un avion touristique s'écrase sur les flancs du mont Erebus en Antarctique faisant 257 morts.

Décembre

Au Portugal, victoire de la droite modérée aux élections législatives de décembre.

06 : A Pékin, le Mur de la démocratie est déplacé.

12 : - Début de la "crise des euromissiles" : décision de déploiement des Cruise et des Pershing II en Europe de l'Ouest en 1983 si l'URSS laisse les SS-20.

- En Corée du sud, le général Chun Doo-hwan s'impose à la tête du pays par un Coup d'État.

24 : Début de l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan. L'Armée rouge y déploie rapidement 40 000 soldats.

27 : Après 3 jours d'intenses combats, l'Armée Rouge prend possession de Kaboul. Le Président Hafizullah Amin, accusé d'être à la solde des américains, est arrêté et exécuté lors du coup d'État. Babrak Karmal, l'ancien vice-président prosoviétique écarté et exilé en 1978, est installé à la présidence de l'Afghanistan par les soviétiques et se proclame président.

Annexe 4 : L'avènement de la Chine comme puissance économique de tout 1^{er} plan mondial grâce à la mise en œuvre des « Quatre Modernisations »

Imposant, à la fin de l'année 1978, « *la pratique de la vérité à partir des faits* » édicté lors de son discours des « *Quatre Modernisations* », Deng Xiaoping donne le coup d'envoi à la croissance de la République Populaire de Chine après 30 ans de maoïsme. Cette évolution repose sur une libéralisation de son marché intérieur associée à une ouverture économique sans précédent du pays vers l'étranger.

I. Réformes développées par Deng Xiaoping

A. Sur le plan intérieur

La politique de libéralisation économique de Deng Xiaoping qu'il met en œuvre dès le début de l'année 1979 est caractérisée par quatre éléments principaux :

1. Décollectivisation des terres et de la production agricole

C'est la plus emblématique des réformes car elle atteint une frange très importante de la population. En permettant une exploitation privée progressive des terres par les paysans sur la base d'un contrat minimum avec l'Etat, ce sont 80 millions d'hectares qui sont distribués à 55 millions de famille paysannes pour être exploités individuellement. Le système des « communes » est progressivement démantelé par l'instauration d'un « système de responsabilité des ménages » selon le principe du « *double rail* »³⁵. Cela se traduit par une stimulation de 70% de la production agricole dans les cinq premières années de la décennie 1980, alors que de 1953 à 1978, elle n'était que de 3% par an en moyenne, et les salaires augmentent alors fortement.

2. Libéralisation du système des prix

Les prix de tous les produits vendus sur le marché et ceux d'un grand nombre de produits de consommation courante sont libérés. Six ans plus tard, près de 15 000 gammes de produits sont concernés. À la fin 1987, les prix sur les 71 000 marchés sont entièrement libres et leur proportion représente alors 20% du commerce intérieur.

3. Autonomisation et développement des industries de l'État

Dans les secteurs de l'industrie contrôlés par l'Etat, le volume de production fixé pour chaque entreprise est remplacé par une quantité globale décentralisée par secteur d'activité. Puis, en 1985, chaque entreprise devient responsable de son approvisionnement en matières premières et en produits semi-finis, de sa production, et du marketing de ses produits. Un grand nombre d'entreprises publiques est alors donné en gérance à des personnes privées qui finissent par opérer librement.

4. Admission limitée d'initiateurs privés dans l'industrie dite « légère »

Dans les domaines de l'artisanat, du commerce, des services et de la petite industrie (textiles, prêt à porter, produits manufacturiers divers), des initiateurs privés sont autorisés dès l'été 1979 puis progressivement dans les entreprises industrielles plus importantes. En 1988, 14 millions d'entreprises individuelles privées emploient 23 millions de personnes et 115 mille d'entre elles emploient plus de huit personnes, témoignant du succès de cette libéralisation de l'industrie légère.

B. Vers l'extérieur

L'ouverture du pays vers l'extérieur, surtout les États-Unis le Japon et l'Europe de l'Ouest au début, est caractérisée par 5 aspects visant à rendre le pays le plus compétitif possible.

1. Etablissement d'entreprise à capitaux mixte

³⁵ Les paysans produisent le quota demandé par l'État, rémunéré au prix qu'il fixe, et tout excédent peut être vendu au prix du marché, le résultat de cette vente allant directement au paysan.

En juillet 1979, la mixité des capitaux de certaines entreprises chinoises avec l'étranger est autorisée par la loi. Dix ans plus tard, 5 400 entreprises de ce type ont été créées et sont à l'origine d'une capacité d'exportation accrue vers l'économie de marché mondialisée.

2. Création de zones économiques spéciales

Dès l'été 1979, quatre zones économiques spéciales (ZES) sont instaurées sur la côte est, dans lesquelles des sociétés privées étrangères peuvent s'installer, sans obligation de droits de douane à l'import de matières premières et à l'export des produits réalisés. L'investissement étranger, sur une base capitaliste, peut même s'y faire sans restriction. En 1984, 14 villes côtières sont concernées. Puis, à partir de 1986, des zones de développement économique et technique (ZDET) sont autorisées afin de permettre aux entreprises étrangères de s'implanter dans des secteurs de plus en plus variés.

3. Autorisation d'emprunt à l'étranger

Dès la moitié de l'année 1979, la Chine se donne le droit d'emprunter à l'étranger pour soutenir le développement de l'ensemble des secteurs d'activité orientés à l'export. A la fin de l'année 1988, ses crédits atteignent 38 milliards de dollars américains.

4. Formation de l'intelligentsia chinoise

Les 1^{ers} étudiants chinois sont autorisés à aller se former dès 1979 dans les pays occidentaux et des enseignants occidentaux sont sollicités pour venir en Chine. En 1988, plus de 55 000 étudiants chinois étudient à l'étranger dont les 2/3 aux États-Unis. A leur retour au pays, ils apportent un savoir-faire considérable pour faciliter le rattrapage technologique dans tous les secteurs d'activités chinois.

5. Ouverture au tourisme

Depuis 1979, de plus en plus de régions chinoises sont ouvertes à des visites par des voyageurs étrangers. En 1988, les étrangers peuvent visiter près du quart du pays sans autorisation spéciale.

C. Bilan obtenu sous Deng Xiaoping

Après 10 ans de réformes économiques, et tout en conservant le caractère socialiste de la Chine³⁶, les résultats sont impressionnants. Le PIB a augmenté de 8% par an en moyenne, la production de céréales de 25% et la production par habitant de 14%. Le résultat de cette croissance et de la revitalisation de l'économie villageoise fait croître le revenu des paysans de 245%. En même temps, les exportations et les importations triplent, permettant à la valeur de la production de l'industrie lourde d'augmenter de 92% et à celle de l'industrie légère de 127%. Le commerce extérieur est alors caractérisé par l'exportation de productions en majorité de l'industrie légère.

II. Poursuite des réformes par les successeurs de Deng Xiaoping

Au début des années 1990, la Chine va prendre de plus en plus de parts de marché dans l'économie mondiale. Ce sera le début d'accroissements fulgurants de ses profits permis par plusieurs éléments marquants.

A. Poursuite de la privatisation des entreprises publiques

Les entreprises industrielles publiques qui représentaient 80% de la production industrielle en 1979 sont autorisées à s'émanciper de la planification étatique et à imposer leurs propres prix, avant de bénéficier progressivement d'un processus de privatisation, avec la reconnaissance du droit de propriété privée, durant la seconde moitié de la décennie 1990. Elles se voient également accorder plus de libertés dans la gestion de leurs profits et des investissements réalisés. Ainsi en 2012, les entreprises

³⁶ Pour Deng Xiaoping, cette orientation économique n'est pas incompatible avec le mode de fonctionnement de la société chinoise maoïste qu'il a tout fait pour préserver par ailleurs. Il déclare ainsi en 1984 : « *la base de l'économie chinoise est si vaste qu'elle peut absorber des milliards de fonds étrangers sans que cela secoue le fondement socialiste* ».

industrielles publiques ne réalisent plus que 35% de cette production et 40% d'entre elles sont déficitaires. Elles continuent cependant d'être conservées actuellement pour le rôle socio-économique.

B. Rôle des entreprises privées chinoises et/ou étrangères présentes sur place

Le poids croissant des entreprises privées stimule alors la compétitivité de l'appareil productif avec un accroissement des exportations de l'industrie légère (textiles, denrées alimentaires, etc.) et une accélération de sa montée en gamme par une accentuation du rattrapage technologique et de sa modernisation pour ce qui concerne les produits chimiques, les équipements de transport, etc. A partir de la décennie 90 des appareils électriques et machines à fort contenu capitalistique prennent une place importante dans ces exportations. Et cela se traduit par une augmentation du volume de ses échanges commerciaux avec le Japon et l'Occident.

Pour favoriser le rattrapage technologique et faciliter la mise en place d'une industrialisation reposant sur la promotion des exportations de produits de plus en plus sophistiqués, les entreprises étrangères sont de plus encouragées à s'installer, et des zones franches (ZF), dans lesquelles elles sont exemptées d'impôts, se multiplient sur le territoire. Représentant moins de 10% de l'investissement effectué sur le sol chinois, ces entreprises étrangères sont pourtant à l'origine de 60% des exportations de produits manufacturés, aidant le pays à devenir le 1^{er} exportateur mondial.

C. Adhésion à l'OMC en 2001

Grâce à toutes ces transformations, et après que l'ouverture du secteur des services a été décidée, toujours en partenariat avec des firmes locales pour faciliter leur développement, le pays obtient le droit d'adhérer à l'OMC en novembre 2001, dans un contexte international particulier³⁷. Sous la pression du lobbying américain, cette adhésion se fait même sans aucune contrepartie ni obligation. Cela va permettre l'incroyable décennie économique chinoise des années 2000³⁸. La Chine en profite pour encore réduire fortement les tarifs douaniers qui passent de 50% au début des années 80 à moins de 10% à la fin des années 2000, ouvrir de plus en plus de secteurs aux investissements directs étrangers (IDE), notamment dans le secteur bancaire, ce qui a pour effet d'augmenter encore sa compétitivité internationale. En 2011, elle devient le 1^{er} pays récepteur d'IDE au monde, devant les Etats-Unis, concentrant près de 10% des flux contre 1% en 1980.

En parallèle, la poursuite de la montée en gamme extrêmement rapide de l'industrie chinoise est permise par un investissement permanent et très élevé de près de 50% du PIB. Lié à l'augmentation exponentielle des possibilités d'échange offertes par les ordinateurs, les téléphones portables et le développement d'internet, le pays stimule ses exportations de produits issus de l'industrie des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il en devient même le 1^{er} pays exportateur au monde, et devient indétrônable depuis 2002 grâce à la favorisation de sa situation au regard des avantages obtenus par l'OMC.

Une telle diversification industrielle, témoignant de la formidable vitalité de son activité globale, et un tel accroissement tous azimuts de sa puissance exportatrice lui permettent de gagner une place rapidement croissante dans les exportations mondiales en volume. Alors qu'en 1978, les exportations

³⁷ A la suite des attentats du 11 septembre, les Etats-Unis font pression sur l'institution internationale pour éviter le décrochage de l'industrie américaine en voyant la possibilité de s'appuyer sur une immense main d'œuvre chinoise disponible par millions à moindre coût.

³⁸ Le PIB chinois en 2000 est de 1 200 Mds de dollars pour 9 900 Mds aux USA. Il passe à 8 500 Mds en 2011, soit une croissance colossale de 10 à 15% par an pendant 10 ans, quand le PIB américain passe à 16 000 Mds sur la même période. En 2012, cet accroissement lui permet d'être considéré comme la 2^e puissance économique mondiale selon le FMI.

chinois comportaient 53% de matières premières, la part des produits manufacturés issus de l'industrie dite d'assemblage est maintenant de plus de 90%. Les exportations passent alors de 20% du PIB en 2000 à près de 40% en 2007. Et 60% d'entre elles sont réalisées par des firmes multinationales et des entreprises étrangères installées en Chine. Alors qu'elles ne représentaient que 4% des exportations mondiales en 2000, elles sont à plus de 11,7% en 2013, passant au 1^{er} rang devant les Etats-Unis et l'Allemagne³⁹.

D. Evolution d'autres secteurs d'activités

Sur le plan financier, les nouveaux capitalistes chinois recherchent partout dans le monde à récupérer des parts de marché et des ressources pour son exploitation propre au point de devenir le 3^e pays en termes d'IDE derrière les Etats-Unis et le Japon. La majorité de ses IDE est orientée vers les pays en développement aussi bien en Asie mais également très fortement en Afrique depuis de nombreuses années pour approvisionner la Chine en matières premières (pétrole, uranium, cuivre, produits miniers, gaz, nickel, etc.) dans un contexte international de forte augmentation des cours de ces produits.

Sur le plan militaire, Deng Xiaoping, en plus de s'appuyer sur l'Armée pour affermir sa position au sommet de l'Etat, a tout fait pour la moderniser en soutenant, voire subventionnant, l'industrie lourde de productions des moyens militaires du pays. Ce soutien se vérifie avec ses successeurs puisqu'en 2013, les dépenses militaires avoisinent, en valeur absolue, 170 milliards de dollars, correspondant à environ 2% du PIB. Cet effort jamais démenti place la Chine seulement derrière les Etats-Unis pour le niveau de sa défense nationale. L'armée chinoise est également la plus importante au monde en termes d'effectifs, avec 2,3 millions d'hommes, contre 1,6 millions pour les Etats-Unis, ne cessant de susciter la vigilance de ces derniers. Le soutien au développement de l'industrie militaire chinoise la positionne même comme 5^e exportateur mondial d'armes. Et ce soutien se vérifie aussi sur le plan de la conquête spatiale, qui apparaît maintenant au 1^{er} plan des préoccupations chinoises. Le programme spatial civil et militaire accompagnant l'essor économique du pays durant les deux dernières décennies est même extrêmement ambitieux⁴⁰.

E. Conséquences sur la situation sociale des chinois

La diminution de la charge fiscale de l'Etat sur les travailleurs de 31% du PIB en 1978 à 18% en 2012, celle des dépenses publiques de 40% en 1978 à moins de 20% du PIB en 2012, et l'accroissement des niveaux de vie par un véritable enrichissement individuel de la population (les revenus moyens, rural comme urbain, ont été respectivement multipliés par 52 et 65 depuis 1978) a permis de faire tomber la part des pauvres dans sa population à seulement 8%, soit près de 730 millions de chinois en situation de forte précarité en moins par rapport à 1978 (cela correspond encore à près de 110 millions de personnes), au point qu'une véritable classe moyenne a été créée. A l'extrême opposé, le nombre de milliardaires est également à ce point-là en hausse qu'il dépasse dorénavant, en valeur absolue et à la 1^{ère} place, les Etats-Unis depuis la fin 2015. Au point qu'une plus large frange de droits et libertés pour le chinois moyen est constatée, témoignant du succès des réformes.

³⁹ La Chine est à l'origine de 85% des tracteurs, 75% des montres, 70% des jouets, 55% des appareils photos, etc. produits dans le monde en 2011 !

⁴⁰ La Chine a mis sur pied des programmes couvrant l'ensemble de l'activité spatiale : satellites de reconnaissance militaire, de télécommunications, d'observation de la Terre, météorologiques et de navigation. Elle dispose désormais d'une famille de lanceurs complète et particulièrement performante. Elle a aussi lancé un programme spatial habité avec un 1^{er} vol habité en 2003, la mise en orbite d'un embryon de station spatiale en 2011, la réalisation à court terme d'une station spatiale en orbite basse, l'envoi de robots à la surface de la Lune en 2013, puis d'hommes à l'horizon 2025-2030.

Au point enfin que le mode de vie de chinois de plus en plus fascinés par les symboles de la culture occidentale tend à se rapprocher de celui des démocraties capitalistes⁴¹.

III. Conclusion

Depuis les années 80, les réformes se sont enchaînées et l'économie de la Chine connaît une croissance très rapide, sans discontinuer. Elle est illustrée par l'augmentation incroyable du PIB avec une moyenne de 10% par an depuis 30 ans, ce qui correspond à une réussite incontestable de l'impulsion permise par les « *Quatre Modernisations* ». Une telle situation a également été facilitée par le coût extrêmement bas d'une main-d'œuvre pléthorique, mais également par son exploitation massive. Au point que de nombreuses délocalisations et installations d'entreprises étrangères en Chine valent à la République Populaire le surnom d'« *usine du monde* ».

Avec toutes les réformes économiques imposées à marche forcée par ses cadres dirigeants sans discontinuer depuis 1979, la Chine réussit l'incroyable pari lancé par Deng Xiaoping de faire de son pays au XXI^e siècle l'une des plus grandes puissances du monde. Elle devient même en 2014 une puissance économique de tout premier plan mondial. Son économie représente désormais 16,5% de l'économie mondiale en termes de pouvoir d'achat réel, devant les 16,3% des Etats-Unis. En 2016, son PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA)⁴² va atteindre les 20 986 milliards de dollars. Pour la 3^e année consécutive, l'empire du Milieu dépassera les Etats-Unis, dont le PIB en PPA s'élèvera à 18 698 milliards de \$ US. Selon les prévisionnistes du FMI, l'écart va même continuer à se creuser en faveur de la Chine⁴³.

Bien sûr, de nombreuses difficultés subsistent comme le creusement d'un fossé de plus en plus grand entre les franges les plus pauvres et les plus riches de la population, une très forte disparité régionale dans la répartition des richesses au profit des franges côtières privilégiées pour l'ouverture dans les années 80⁴⁴, un marché intérieur encore insuffisamment développé, le ralentissement inévitable de la croissance constaté depuis quelques temps⁴⁵ et la crainte d'émergence de différentes « *bulles* » immobilières⁴⁶, ou financières⁴⁷.

Mais l'année 1979 correspond bien à un changement radical de paradigme pour les chinois par le tournant historique qui a consisté en l'officialisation de relations avec les Etats-Unis et en la mise en œuvre des recommandations du discours des « *Quatre Modernisations* » de Deng Xiaoping. Il y a donc clairement un avant et un après la prise de pouvoir chinoise par Deng Xiaoping à la mort de Mao. Sous sa houlette, la Chine, a développé une ère de libéralisation économique telle qu'elle n'en avait jamais connue et qui la porte vers un avenir capitalistique de type social libéral.

⁴¹ Sur le marché intérieur chinois, explosion des ventes de voitures, de biens modernes de consommation durable, de produits de beauté et de luxe, multiplication de l'organisation de voyages touristiques, et plus étonnant encore nombre croissant de noms de rues à consonance occidentale qui agace les autorités.

⁴² Le PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat, le PIB en PPA, est un outil du FMI qui mesure le pouvoir d'achat des monnaies selon un panier de produits lui permettant d'être plus justement comparé d'un pays à l'autre.

⁴³ La Chine atteindrait 26 800 milliards de dollars en 2019, contre 22 000 milliards pour les Etats-Unis.

⁴⁴ A la fin des années 2000, les 7 provinces côtières reçoivent plus de 85% des investissements directs étrangers, produisent plus de 50% du PIB et 80% des exportations alors qu'elles n'abritent que 28% de la population. Un rééquilibrage est cependant en cours par l'instauration en 1999 de la politique gouvernementale de « *Go West* » avec de nombreuses délocalisations en raison d'une main d'œuvre et d'incitations fiscales attractives.

⁴⁵ La croissance chinoise, qui était encore de 9,2% en 2011, 7,8% en 2012, 7,6% en 2013, 7,4% en 2014, est attendu à 6,8% en 2015 selon le FMI.

⁴⁶ Les prix ont été multipliés par trois en 10 ans dans plus de 40 grandes villes.

⁴⁷ Valeur des emprunts immobiliers multiplié par 27 entre 1999 et 2012, explosion du crédit bancaire privé qui atteint 135% du PIB pour le financement des sociétés privées en 2012 dont plus de 10% de créances douteuses, alors qu'il était de 88% en 1995.

L'année 1979 dans le monde
est une année de rupture !

